

d'après les vues de son propre intérêt ; bien plus, en le lui enseignant, n'est-ce pas nécessairement détruire les vertus essentielles au maintien d'un gouvernement sage et prudent ? n'est-ce pas consacrer l'intérêt privé comme le motif du gouvernement ? et quand l'intérêt devient le motif du gouvernement d'un peuple, chaque individu ne s'efforcera-t-il pas de gouverner, non pour le bien général de tous, mais pour se procurer les moyens de parvenir à ses fins individuelles ?

Le principe de l'ordre politique qu'on cherchait à introduire et sur lequel les hommes d'état et les politiques s'appuyaient pour assurer les bienfaits pratiques qu'on devait attendre du gouvernement était de stimuler l'égoïsme de l'un contre l'égoïsme de l'autre ; c'est ce que nous pourrions appeler *la compétition universelle*. Le principe de cette compétition est l'égoïsme. Donnez donc carte blanche à l'égoïsme de tous, et l'égoïsme d'un chacun neutralisera l'égoïsme de l'autre, et nous aurons pour résultat—la justice éternelle, et un gouvernement sage et équitable, répandant des bienfaits comme la rosée du ciel sur tous, sans distinction de rang et de condition ! Vraiment, ce serait se servir du vice pour une noble fin, et proposer la transmutation d'un métal vil en un bien plus précieux que celui rêvé par les anciens alchimistes dans leur folle recherche de la pierre philosophale, mais le succès de cette théorie n'aurait pas donné le résultat anticipé. D'une proposition négative absolue comment en déduire une affirmative ? Admettant l'égalité absolue de tous, et que dans tous les cas l'égoïsme de l'un sera également balancé par l'égoïsme de l'autre, le résultat sera zéro, c'est-à-dire absolument rien. Mais admettant l'inégalité des éléments de la société et que l'égoïsme de l'un ne sera pas dans tous les cas la mesure exacte de l'égoïsme de l'autre, alors ceux dont l'égoïsme est le plus fort gagneront la prépondérance ; et ayant le pouvoir, n'étant ni que par l'égoïsme, ils conduiront le gouvernement pour leur propre avantage seulement. Et c'est précisément ce qui est arrivé, et que la moindre réflexion aurait pu faire prévoir aux moins habiles. L'idée d'obtenir un gouvernement sage et habile par le moyen de la *compétition universelle* doit donc toujours tomber. Mais ce n'est pas là le pire ; étant un appel direct à l'égoïsme, il excite le déploiement de l'égoïsme et par conséquent il augmente le mal même dont un bon gouvernement doit tout d'abord nous défendre.

Ce n'est pas encore tout : à côté de ce principe de la *compétition universelle* mettez celui de la *responsabilité au peuple*. La responsabilité du magistrat civil envers le peuple était sans doute regardée comme un excellent moyen d'établir le droit du peuple, d'ôter aux agens de l'autorité tout pouvoir en cas d'abus, et aussi comme un moyen de contrainte sur les agens eux-mêmes ; qui connaissant que dans le cas d'abus de leur mandat, le peuple pourrait les démettre, seraient obligés par l'amour de leur pouvoir et de leur place, d'user de leur puissance pour le bien général. Ici encore, la même tentative de changer le vil métal en un métal précieux, et de contraindre l'égoïsme de produire les effets de la plus sublime vertu. Mais les anciens alchimistes n'ont point découvert la pierre philosophale. Nous n'avons encore trouvé aucun expédient pour changer le plomb en or et en argent. L'égoïsme est égoïsme, et sera égoïsme, quoique vous en disiez. Et alors, au lieu d'éviter d'abuser de son mandat, pour ne point perdre sa place ou son autorité, il fera tout son possible pour s'assurer la confiance du peuple, en témoignant le plus grand respect pour sa vertu et son intelligence, et la meilleure volonté du monde de ployer sur sa volonté, et de faire ce qu'on lui commande. L'égoïsme devient un courtisan et cherche à parvenir à ses fins, en flattant le peuple souverain et en *faisant semblant* de n'avoir d'autre intérêt que le sien. Il ne tyranniser pas et n'opprimera pas avec une main forte en affrontant le pouvoir du peuple, mais il le fera par finesse et par ruse, et il pillera le peuple et s'enrichira du consentement de ce même peuple qui lui en fournira les moyens. S'il faut plaire au peuple, et gagner sa confiance, c'en est assez ; n'importe le moyen.

Ainsi, le résultat d'obliger les officiers du gouvernement et les aspirans aux places de se rendre responsables au peuple, a été tout simplement d'encourager le *démagogisme* et de couvrir la terre d'essaims de démagogues avides et sans principes. Pour obtenir une place ou de l'autorité, il me faut plaire au peuple ; le seul chemin praticable de l'égoïsme, c'est de le flatter, de l'écouter, d'épouser son opinion, de prendre la loi de lui, de ne jamais lui résister ou de contrebarrer son chemin, en advenne ce qu'il pourra. L'é-

goïsme devient donc une girouette : ne cherche ni la vérité ni la justice, mais que ce qui est populaire ; ne dit point : Qu'est-ce qui est juste ? mais simplement : Qu'est-ce que le peuple dira ? Il n'a point d'opinion de lui-même. Il ne contrarie point les préjugés du peuple (1), ne foule au pied aucun de ses confrères. Il est réservé sur toutes les mesures pour lesquelles l'esprit du peuple ne s'est pas encore déclaré, il est tolérant sur toutes les erreurs nouvelles, parce qu'elles peuvent devenir populaires demain. Il est prudent, poli, obséquieux, il n'est point rude, point grossier, et ne passe point ses poings à travers les côtes de personne. Sur sa face repose un sourire continu, sa voix est douce, agréable et enchanteuse, il est calme, patient, doux et sans précipitation, il est exempt de colère et d'emportement, et *prend son temps*. S'il faillit aujourd'hui, il réussira demain. *La seconde bonne pensée du peuple* dressera tout, et le mettra au haut de l'échelle. De là tout dévouement courageux pour la vérité, toute force pour défendre ce qui est juste, toute résistance ferme contre l'erreur, et l'illusion du peuple, tout effort hardi et vigoureux pour faire avancer le peuple et pour obtenir des progrès généraux et particuliers, tout cela est hors de place, et doit être mis de côté, car tout cela peut nuire à la popularité, et peut-être, offenser la majorité, et par conséquent peut nous empêcher d'obtenir les objets qui convoitons notre ambition.

Nous ne faisons pas ici un tableau de fantaisie, malheureusement nous peignons d'après nature. On peut voir l'original partout. Le mal est devenu grand et menaçant. Nous avons perdu notre fierté, nous avons sacrifié notre indépendance, nous sommes devenus rampans et serviles ; effrayés de dire que notre âme nous appartient jusqu'à ce que le public nous aient permis de le dire, ou au moins que nous soyons un peu assurés que ce n'est pas *impopulaire* de le dire. La bassesse et la servilité de la littérature américaine sont presque universellement admises. Elle n'a point de force, point de but, point de profondeur, point d'élevation. Elle cherche à gagner la faveur du peuple, et non point à corriger le sentiment public. Elle est l'écho de l'opinion publique, et ne la forme point.

Maintenant nous prétendons que cela découle naturellement du principe de responsabilité au peuple, établi par nos politiques. Si vous ne cessez de dire à vos hommes d'état : "Souvenez-vous de votre responsabilité au peuple." Vous devez vous attendre à les entendre demander, non pas qu'est-ce qui est juste ? mais, qu'est-ce qui est populaire ? et quand vous avez ainsi conduit vos hommes d'état dans cette marche de le guider par l'opinion publique, vous en avez fait autant, pour tous ceux qui respirent à quelque place, ou au pouvoir, vous en avez agi ainsi pour le grand corps de notre communauté, et non pas en faveur des hommes politiques eux-mêmes, mais bien en faveur de toute espèce de département quelconque. *La popularité* deviendra le point de mire de toute ambition, et l'opinion populaire sera l'étendard de la moralité. Le public interviendra partout. Le ministre de la religion fera sa cour au public et la chaire adoucira ou supprimera les vérités qui sont désagréables au peuple. Tout se fera dans la vue de gagner l'estime publique, et tout ce qui ne sera pas fait pour s'assurer une popularité immédiate sera regardé comme une bévue, ou pour mieux dire comme un crime. Dans un pareil état, quelle force pourra-t-on avoir pour soutenir un gouvernement juste, équitable, et courageux. Nous sommes indubitablement dans un tel état ; et penchons vers un tel état, si nos institutions elles-mêmes, du moins les doctrines qui y ont rapport, et avec lesquelles nous avons commencé notre carrière politique, ont une tendance sinon directe, au moins inévitable pour nous y faire tomber. Ici est le côté faible de notre état de politique et c'est ce qui sera toujours le résultat d'un état politique qui s'appuie sur l'égoïsme, l'intérêt, la compétition universelle et la responsabilité à la volonté du peuple. Tel est le danger auquel nous sommes particulièrement exposé, et contre lequel, si nous aimons notre pays, et si nous désirons faire prévaloir la justice, nous devrions être toujours sur nos gardes.

Il serait inutile de vouloir renier ce que nous venons d'établir, comme il le serait aussi de vouloir prouver que les gouvernements populaires n'ont pas une tendance directe de créer une multitude de démagogues, et de rendre ce qui est populaire l'étendard de ce qui est juste, ou de ce qu'il convient d'entreprendre. Les gouvernements populaires sont favorables, par la liberté de com-

(1) On l'a vu dans le procès des incendies de couvent, où les juges refusèrent d'agir sous prétexte que le peuple se révolterait. *Note du traducteur.*